



Communiqué de presse

026/2023

Montreuil, le 15 mars 2023.

La retraite à 64 ans, c'est définitivement NON !

Plusieurs millions de salarié·e·s, de retraité·e·s, de privé·e·s d'emploi, de jeunes ont battu le pavé depuis le 19 janvier 2023.

Nous sommes au cœur d'un mouvement de mobilisation et de grève d'ampleur que nous n'avions pas connu si massif depuis plusieurs décennies, tant par le nombre d'actions et d'initiatives sur les territoires ainsi que le nombre de grévistes et de manifestant·e·s.

Ce 15 mars, une fois de plus des millions de personnes ont participé à l'appel des organisations syndicales et de la CGT pour exiger le retrait de ce projet de loi inique des retraites.

Le gouvernement Macron s'obstine à faire passer par le circuit législatif son projet de loi dont personne ne veut. Cet entêtement constitue un signe fort de son mépris pour les travailleuses et travailleurs de ce pays et les organisations syndicales, dont la CGT, qui ont fait des propositions alternatives ainsi qu'une demande de rencontre qui sont restées lettre morte.

Cet acharnement à vouloir passer en force cette réforme brutale est un véritable déni de démocratie.

Le gouvernement doit prendre en compte la force du rejet pour ce projet de loi des retraites et les revendications des agent·e·s et salarié·e·s de nos secteurs d'activité du sanitaire, du médico-social et du social, aux métiers extrêmement difficiles, qui refusent catégoriquement de travailler deux ans de plus, car elles et ils exigent la légitime reconnaissance de la pénibilité de leurs métiers avec un départ anticipé à la retraite à partir de 55 ans.

Ensemble déterminé·e·s, continuons à multiplier les actions, la mobilisation et la grève pour faire grandir le rapport de force et ainsi donner un coup d'arrêt à cette réforme injuste.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale appelle à maintenir la pression pour le retrait de ce projet inacceptable en poursuivant la grève et les actions ces prochains jours. Et en se rassemblant avec les salarié·e·s, les retraité·e·s, la jeunesse et la population, ce 16 mars, partout sur le territoire, devant l'Assemblée nationale, devant les préfectures, devant les permanences des député·e·s ou toutes autres initiatives pour nous faire entendre.